

## Chapitre introductif

# Nouvelles dimensions mondiales et problématique française

*« La seule leçon convaincante est celle de l'exemple »*

Romain Rolland

Avec plus de 65 millions d'habitants, dont un peu plus de 63 millions en métropole, la France se situe au deuxième rang des États les plus peuplés de l'Union européenne, derrière l'Allemagne (près de 82 millions). Par sa taille, elle est le territoire national le plus ample de cette Union, avec 633 133 km<sup>2</sup>, dont 544 000 pour la métropole. Si sa densité démographique est relativement faible, avec 100 habitants/km<sup>2</sup>, dont 113 pour la métropole, son élan démographique a repris, passant de 41,6 millions d'habitants en 1950 à 58,7 millions en 2000. Depuis la Seconde Guerre mondiale, elle n'a cessé de changer de visage, sans vraiment abandonner ses racines profondes et des comportements qui se répercutent encore de nos jours sur la vie quotidienne, les orientations sociales et sociétales, l'activité professionnelle, syndicale, économique, les réactions politiques et civiques, le devenir culturel... Le pays a entamé sa mutation dans les années 1960 sans l'avoir vraiment achevée aujourd'hui. Mais ne sommes-nous pas entrés dans une ère en constante mutation par suite de la rapidité des changements inhérents à l'emprise du temps sur les sociétés et leurs territoires, à la faveur de l'extraordinaire avancée du savoir et du savoir-faire.

Les « nouveaux » visages sont de deux ordres : ceux qui expriment les mutations ayant conduit ou s'acheminant vers des voies favorables aux progrès ou performances susceptibles de répondre aux exigences du long terme technologique, économique, socio-culturel et environnemental ; ceux qui, à vrai dire, demeurent plus ou moins figés, mais sont devenus de plus en plus obsolescents par suite de leur distanciation croissante au regard de nouvelles réalités structurelles et comportementales dans les autres pays du globe, proches ou éloignés temporellement, à cela près que le monde virtuel dans lequel nous sommes toujours davantage plongés tend à rendre instantané le quotidien mondial pour les privilégiés des technologies de pointe en matière d'information et de communication. *À ce titre, le présent ouvrage vise à faire ressortir tant les positions d'avant-garde et de performance de la France que les pesanteurs dévalorisantes et l'accumulation grandissante de certaines scories (Cheize 2000, Dumont et Wackermann 2002, Wackermann 2010, 2008,1992). L'accent est mis aussi sur les racines et fondements historiques, sur la genèse de cette mutation, bref, sur l'« entre-deux » époques, une charnière qui en dit long sur des*

*perspectives devenues déjà pleinement réalités.* Pareille approche montre aussi combien les situations présentes résultent de cheminements plus ou moins longs, de surcroît sinueux, révélant l'importance du temps long dans l'analyse des faits qui caractérisent la situation et les perspectives actuelles. Mais, rappelons avec Albert Einstein qu'« il ne faut pas vouloir réparer un désastre avec ceux qui sont la cause de ce désastre ».

Un voyage d'étude, donc critique, à travers la France actuelle, métropolitaine et ultramarine, en vue de saisir l'importance et l'intérêt des atouts, mais de découvrir aussi les zones d'ombre préjudiciables à la position de cet État dans l'Union européenne et dans le concert des pays du globe, ainsi que dans les jeux géopolitiques, requiert nécessairement du recul pour tenter de comprendre au mieux les problématiques et leur complexité (Norel & Testot), autant que les travers de la mondialisation (Ghorra-Gobin, 2012). Replacée dans son contexte international, cette « nation France », aux multiples singularités régionales et, surtout, locales, est désormais à observer sous l'angle conjoint de l'espace et du temps, ainsi que du mouvement permanent de la diversité (Cornette, 2012). Les mutations intervenues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sont telles, quantitativement et qualitativement, qu'il est conseillé, pour vraiment saisir les bouleversements inhérents aux rapports entre espace et temps, de plonger quelque peu dans la « France disparue » au cours du dernier demi-siècle (Picouly, 2012).

*Notre propos, ici, est avant tout de faire ressortir les grands mouvements et les fortes pesanteurs qui caractérisent aujourd'hui de manière générale la France métropolitaine et ultra-marine. À l'appui de multiples encadrés, figures et références bibliographiques, il s'agit d'observer dans quelle mesure les variantes territoriales s'inscrivent dans cette évolution et de relever les points d'achoppement. Pour ce qui est du panorama d'une géographie classique de la France, nous renvoyons toutefois aux nombreux et fort complets ouvrages en circulation - tel celui de Florence Smits (2012), très à jour, fort précis et original -, sans oublier les mises au point annuelles assumées notamment par les Éd. A. Colin Les images économiques de la France ou les Éd. La Découverte (L'État de la France). De nombreuses études régionales, de « pays » ou d'agglomérations sont désormais disponibles. Certaines d'entre elles ont l'avantage de présenter les mutations dans leur durée, depuis leur genèse ; telle celle consacrée aux campagnes nantaises et vendéennes (Renard, 2012) portant sur la période qui nous sépare des débuts de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle et nous fait revivre l'évolution vers une agroindustrie prospère appuyée sur une décisive urbanisation et une entrée dans le monde des tertiaires actifs et retraités, développant un tourisme et une économie du troisième âge originaux sinon toujours conformes aux exigences des valeurs sociétales du long terme.*

Relevons en outre la nouvelle édition du *Portrait de la France* d'Armand Frémont (2011) qui nous a familiarisés avec des approches hors des sentiers battus, tant utiles pour tous ceux qui souhaitent s'évader vers des facettes novatrices. Autant Armand Frémont est spécialiste du « vécu », autant d'autres géographes français ont mis l'accent sur le « perçu » par les Français, une perception qui est une approche complémentaire de l'observation, de l'explication et des répercussions des causes et des répercussions du vécu. À ce sujet, la France constitue un excellent territoire d'étude de la perception au regard de l'examen critique de l'évolution mentale, comportementale, sociétale et physique des Français, leur perception de leurs territoires et de ceux des autres peuples, ainsi que des perspectives à moyen et court terme. La prise en compte des « représentations » constitue un angle d'étude renforcé de l'état d'esprit dans lequel la population conçoit tant son existence que son devenir et réagit en conséquence ; des réactions à la fois rationnelles et irrationnelles, intellectuelles et sentimentales, souvent aussi fluctuantes les unes que les autres, mais dont il faut tenir compte pour gérer le quotidien, légiférer, tracer des perspectives collectives et individuelles, soit pour les intégrer, soit pour mettre en garde ou refuser plus ou moins catégoriquement. Perceptions et représentations constituent en force le substrat mental des individus et des sociétés, à plus forte raison en France où profondeurs culturelles et autres habitudes qui hantent constamment les esprits au quotidien sont vivaces et tenaces.

*Les Français et leurs dirigeants sont désormais entièrement coresponsables des turpitudes, égarements et dépravations infligés à leur environnement physique et sociétal.* En dépit des menaces qui pèsent sur leur destinée, ils continuent, comme tous les autres peuples et dirigeants du globe, à participer plus ou moins allègrement au gaspillage des matières premières, des ressources tant matérielles qu'immatérielles, à la mauvaise gestion des ressorts intellectuels, culturels, scientifiques, sociaux, économiques et environnementaux, qui sont potentiellement les leurs. Les plans anti-pauvreté élaborés par les gouvernements, tel que celui du gouvernement Ayrault, en janvier 2013, déjà minimalistes, se heurtent constamment à des écueils, dans la mesure où les conditions de vie dégradées des bénéficiaires sont difficiles à améliorer dans la durée dans une ambiance de course frénétique générale au profit. Il en est de même de l'aide française aux pays pauvres : la famine au Sud ne saurait en outre être jugulée tant que « la malbouffe au Nord » continue à se développer sans vergogne (Dufumier, 2012).

Alors que de nombreuses mises en garde ont été prononcées, que d'importants garde-fous ont été mis en place, que de plus en plus de solutions destinées à parer les déviances ont été minutieusement élaborées, l'indifférence, la jouissance à courte vue, l'aveuglement face aux dangers, même les plus graves, l'emportent. La déraison n'a souvent plus guère de limites, l'absurde surgit dans de nombreux domaines. Ainsi, notre territoire national, métropolitain et ultra-

marin, est soumis à la pression d'une nouvelle agriculture qui s'affranchit autant que possible des territoires et des saisons. Il continue à être marqué tant par une trop faible innovation que par une insuffisante productivité du travail. Les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont choisi ou continuent choisir des solutions de relative facilité. Est ainsi encouragée la flexibilité du travail, mais pas la sécurité de celui-ci. Il importe, toutefois d'aller au-delà, sachant que « l'indépendance est le privilège des puissants » (Nietzsche). Il convient donc d'abattre ce mur du privilège et de choisir la démarche la plus efficace, donc la plus difficile pour s'en sortir. Ce que dit déjà un vieux proverbe tibétain : « Si deux chemins s'offrent à toi, choisis le plus difficile ». En attendant, la foule et les individus, ceux qui peuvent consommer outre le nécessaire, se « noient » dans les déchets. Alors que le gaspillage ne cesse d'augmenter : 96 kg de nourriture par habitant et par an, dont 7 kg ne sont même pas déballés. Une nourriture qui coûte 430 euros par habitant et par an.

Pendant ce temps, « le » Français demeure en retrait dans les statistiques en ce qui concerne l'hygiène : selon le sondage BVA réalisé en septembre 2012 pour la société Tork, spécialiste des produits d'hygiène en milieu professionnel, plus d'un Français sur cinq ne se laverait pas les mains avant de passer à table, surtout les 18 à 34 ans ; 55 % avouent ne pas se laver systématiquement les mains après avoir emprunté les transports en commun ; et 15,5 % n'auraient pas recours au savon après être passés aux toilettes. Par contre, ce même Français est placé face à de nombreux territoires de désertification médicale en zone rurale, mais aussi dans certains quartiers urbains pour ce qui est des médecins spécialistes. La moitié environ des Français ont peur de la pauvreté, et, plus que pour eux-mêmes, de l'avenir qui attend leurs enfants.

Partie prenante des pays dits faussement riches – la crise internationale actuelle inhérente à une spéculation financière outrancière poussée jusqu'à l'extrême en témoigne –, la France bénéficie encore plus ou moins de la multitude des facettes inhérentes au progrès accumulé par ce qu'englobe le terme de « civilisations occidentales ». Un monde dans lequel les échanges internationaux ont été multipliés par cinquante depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, dans lequel la mégapole de New York constitue à elle seule la 16<sup>e</sup> puissance économique du globe, où 80 % des richesses souterraines sont consommées par à peine 2 % de la population du globe et où les dépenses militaires sont douze fois plus élevées que l'aide aux pays en développement.

*La France figure aussi parmi les nations dont les gouvernants participent encore aux Sommets les plus décisifs du monde, où il y a surtout absence ou dilution de décision.* En attendant, l'émirat de Dubaï, illustration de la progression pernicieuse et accélérée des profits engrangés par l'exploitation intempestive du pétrole, est parvenu à se présenter comme un genre d'aboutissement du « modèle occidental ». Dans notre monde globalisé, même les États

émergents marquent le pas. Ironie du sort, des firmes chinoises ont commencé par rappeler à « l'Occident » de graves manquements à l'éthique du travail. Jacques Attali rappelle de son côté qu'un travailleur qui suit une formation n'est pas au chômage, il doit donc bénéficier d'un salaire. Jean Fourastié a attiré l'attention, dès les années 1970, sur le fait qu'il fallait enseigner l'économie autrement (encadré ci-après). Il était sans doute déjà dépassé lui-même dans la mesure où il faisait une confiance quasi-aveugle au progrès et pensait que le capitalisme et le marché étaient toujours la base authentique d'une société heureuse dans une ambiance de loisirs, même culturels et éducatifs. Sa publication *La civilisation de 1975* (coll « Que sais-je ? », Paris, PUF), dont l'année a été modifiée dans les éditions à grand succès jusqu'à s'arrêter en 1990, parce que le paradis terrestre annoncé –celui de la civilisation des loisirs- ne s'était toujours pas réalisé, témoigne d'itinéraires scientifiques qui ont à la fois « ouvert les yeux » aux lecteurs face aux nouvelles réalités et occulté les perversités profondes du système économique en place, de plus en plus ultralibéral.

#### Encadré 1

##### « Faire mieux comprendre à l'homme de pensée les réalités où il vit »

« ... si le désir de connaître et de comprendre est vif, le moyen fait défaut. Les Français n'ont pas appris à l'école la science économique comme ils ont appris l'orthographe, le calcul et la géographie. De plus, s'ils avaient appris un peu de la science économique classique, cela leur serait d'un piètre secours ; car ce que l'on enseignait sous ce nom jusque vers 1950 était un difficile agrégat de principes abstraits, qui demandait un gros effort pour un faible résultat.

Mais tout le savoir scientifique se renouvelle et s'organise sous nos yeux, de la médecine des antibiotiques à la cybernétique et à l'automatisation. La science économique s'est transformée depuis quelques années autant que la physique nucléaire. [Le but de ce livre est de] *mettre à la portée du Français moyen ce qui me paraît être, à l'heure où j'écris, les bases élémentaires d'une science économique concrète, c'est-à-dire utile à l'homme d'action et apte à faire mieux comprendre à l'homme de pensée les réalités du monde où il vit* ».

Jean Fourastié, *Pourquoi nous travaillons*, 1970, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 5<sup>e</sup> éd., 127 p., p.6-7.

*En attendant, toutefois, la France est partie prenante d'une fausse super-puissance mondiale, l'Union européenne qui, à défaut de « souverain politique », souffre d'une réelle fragilité monétaire. C'est ce qui, avec l'euro, la démarque, entre autres, du dollar qui constitue une valeur-refuge, parce qu'il relève d'une vraie puissance politique, militaire et économique, les États-Unis. Elle subit les contrecoups de sa désindustrialisation et de la faiblesse de son potentiel productif qui ternit ses exportations. La valeur ajoutée de l'industrie est tombée de 29 % en 1978 à 21 % en 1993 et à 14 % en 2011. Durant le court laps de temps, de 2007 à 2012, le nombre de ses emplois industriels a reculé de*

4 millions à 3,2 millions. De 1975 à 2005, la France a été dépourvue d'une vraie politique industrielle. Le « tertiaire » est venu l'aveugler, parce qu'elle le voulait bien. Les préoccupations officielles relatives aux investissements productifs dans l'industrie étaient reléguées aux oubliettes. L'Union européenne et ses prédécesseurs n'ont pas fait bien mieux : encore en 2000, l'UE n'a pas trouvé mieux que de qualifier son économie comme pivotant autour des deux piliers de l'information et de la connaissance.

*Depuis 1975, la France consomme plus qu'elle ne produit.* Il n'est pas étonnant que les déficits publics se soient amplifiés, aggravant ainsi la Dette qui a atteint en 2012 environ 1 600 milliards d'euros sur une Dette publique mondiale de l'ordre de 20 000 milliards d'euros. L'excès de centralisation, le « trop d'État » ont conduit à l'« État-providence », l'un des qualificatifs majeurs du « modèle français », à base d'imposants avantages sociaux ; des avantages qui ne sont pas contrebalancés suffisamment par des moyens financiers en mesure de faire face aux coûts générés par ce soi-disant privilège national. En matière de prélèvements fiscaux, le pays figure parmi les États classés en tête. Une Fonction publique insuffisamment productive au regard du nombre d'agents, un chômage entretenu par de longues décennies d'inadéquation de la formation et de la compétence avec les vraies exigences économiques, ont conduit à l'impasse et à de multiples inégalités accentuées par d'importantes fractures sociales et territoriales. La France est loin, parfois bien loin d'une démocratie sociale efficace, décentralisée et territorialement équilibrée (Bouba-Olga, 2006 ; Minard, 2008).

## I. Rupture historique avec l'introversion

*« Nous avons toujours besoin de rendre quelqu'un responsable de nos ennuis et de nos malheurs »*

Luigi Pirandello

*Les trois décennies consécutives à la Seconde Guerre mondiale ont marqué la fin de la France ancienne.* Ce fut la fin du village français historique durant une période intégrant entre autres les Trente Glorieuses et annonçant une internationalisation croissante suivie par la mondialisation. Le sociologue Jean-Pierre Le Goff montre avec beaucoup de précision et de finesse d'observation, à travers un vécu palpable, les bouleversements de la vie quotidienne, des mentalités et du style de vie d'un vieux village provençal ; des bouleversements subis et ressentis dans la chair, localement, durant un demi-siècle environ (1945-2000). *À travers la mutation de la communauté villageoise en habitants d'une commune fondamentalement transformée, nous sommes invités à saisir le passage de la modernité au modernisme* (Le Goff, 2012).

Une mondialisation « toute autre » est devenue à la fois indispensable et urgente (Wackermann, 1011) ; en quelques années à peine, les yeux même des partisans d'une mondialisation idéale se sont dessillés (Wackermann, 2007). *La crise financière mondiale a révélé le véritable visage d'un capitalisme poussé à l'extrême* : elle a accéléré méfiance et mise en garde, voire aversion. Une mondialisation digne de ce nom implique une vraie prise en compte des rapports entretenus par les sociétés avec leurs territoires respectifs, locaux, régionaux et nationaux. En France, la poudre aux yeux jetée par les soi-disant « Trente glorieuses » (Fourastié, 1979) a marqué, comme nous allons le préciser tout particulièrement, les retards apportés au développement économique et des esprits enclins à savourer les soi-disant « droits acquis », transformant le pays, pour un moment en somme, en un cocon quelque peu paradisiaque, une ambiance excellemment décrite par Pierre Daninos dans ses *Carnets du major Thompson* (Daninos, 1954). Un moment aux lendemains amers dont les citoyens actuels ont bien de la peine à se relever, et qui a marqué la nouvelle géopolitique des régions françaises (Giblin, 2005).

*Parallèlement à la pression économique extérieure, entraînée par une certaine américanisation du globe, un mouvement de libération culturelle a commencé à se développer, à la faveur de la progression du temps libre* (Wackermann, 1972 et 1976) *et de l'ampleur progressive prise par la médiatisation sociétale*. En Europe, cette évolution a été particulièrement sensible dans l'espace rhénan, devenu creuset de l'unification européenne. Le « miracle » économique ouest-allemand et la confortation de la puissance helvétique, grande bénéficiaire de la Deuxième Guerre mondiale, sa neutralité active aidant, ont servi de support déterminant à cet élan (Wackermann, 1972 et 1976). Mais ni l'Alsace ni la Moselle ni le nord de la Franche-Comté n'ont mis cet environnement à profit pour se restructurer de manière suffisante : en dépit de la modernisation intervenue, elles ont surtout misé sur l'implantation d'entreprises et de capitaux étrangers, ainsi que sur les migrations quotidiennes de travail qui ont permis de « placer » une main-d'œuvre peu qualifiée dans les régions allemandes et suisses voisines.

L'ouverture planétaire a rendu nécessaire également le dépoussiérage en matière religieuse et morale, qui est venu s'imposer, dans la mesure où, par exemple, un Ernest Renan (1823-1892) a été qualifié d'athée et Georges Clemenceau (1841-1929) fort critiqué lorsqu'en tant que président du Conseil il a refusé d'assister au « Te Deum » à Notre-Dame de Paris pour l'Armistice de 1918. L'auteur du *Dictionnaire des athées...* (Minois, 2012) précise à ce sujet que « Le Père la Victoire applique à la lettre le principe de la laïcité de l'État : le chef de l'exécutif, représentant tous les Français, ne doit pas assister à des offices religieux dans l'exercice de ses fonctions, principe dont on ne semble plus guère se soucier par la suite ». L'affrontement entre croyants et non-croyants fut encore vif à ce moment-là, donnant lieu à des comportements d'une extra-

ordinaire violence verbale, voire physique. Aujourd'hui, Louis Aragon est passé par là, avec son magnifique poème composé en l'honneur de « ceux qui croyaient en Dieu et ceux qui n'y croyaient pas » qui, ensemble, ont sauvé la République française laïque contre la tyrannie en général et la barbarie fasciste en particulier. Nous avons appris entre-temps que nous n'avons pas le droit de rayer d'un trait de plume, bien au contraire, des noms aussi illustres que Socrate, Epicure, Spinoza, Voltaire, Zola, Littré, Marx, Nietzsche, Alain, Einstein, Camus, Lévi-Strauss, tout simplement parce qu'ils ont adopté une démarche critique à l'égard de religions souvent encore par trop embourbées dans des pratiques et sectarismes religieux d'un autre âge.

## II. Du dépassement des « Trente Glorieuses » à la remise en cause fondamentale

*« L'avenir a des noms multiples. Inaccessible pour les faibles, inconnu pour les peureux, il est  
une chance pour les valeureux »*

Victor Hugo

Jean Fourastié (1907-1990) a fondé son expression « Les Trente Glorieuses » sur le constat d'une croissance économique ininterrompue depuis l'après-guerre, notamment depuis 1951, ainsi que de l'internationalisation économique continue et amplifiée. Il s'est appuyé sur les statistiques sous-tendues par le PIB (Produit national brut), contesté comme référence par le Club de Rome : *à la fin des années 1950 est apparue la notion de « Bonheur national brut », puis, bien plus tard, celle de croissance durable, des étapes qui ont révélé de façon grandissante les déficits accumulés – économiquement, socialement, sanitaire, culturellement et géopolitiquement – sous le signe fallacieux de ces « Trente glorieuses »*. Tandis que la France aimait alors caresser un mythe, la République fédérale d'Allemagne vivait le « miracle économique », une expression imagée bâtie sur un concept fort original et une politique vigoureuse menée par le ministre de l'économie Ludwig Erhart qui a développé avec grand succès l'expérience alors unique au monde de l'économie sociale de marché.

En France, la planification incitative et l'aménagement du territoire ont été mis en place. La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'Action Régionale (DATAR) est apparue en 1964, puis le Ministère de l'aménagement du territoire. Olivier Guichard a été l'artisan du lancement de l'une et de l'autre. Mais les chantiers ouverts de 1960 à 1974 ont surtout été fondés sur le capitalisme d'État à base d'une politique portée par une logique économique qui a associé le grand capital et la planification d'État à l'Occidentale, c'est-à-dire libérale. C'est ainsi que la culture dominante a été celle de la grande industrie appliquée aux services, c'est-à-dire le développement de la productivité par